

Suisse : la marche au pouvoir de l'UDC

lundi 10 décembre 2007, par [BATOU Jean](#) (Date de rédaction antérieure : 28 novembre 2007).

Avec *La Conquête du pouvoir. Essai sur la montée de l'UDC* (Zoé, 2007), Pietro Boschetti tente d'inscrire les succès actuels du parti de Blocher dans l'histoire longue de la Suisse, en particulier après la Seconde Guerre mondiale. Selon lui, l'UDC doit son essor actuel autant aux caractéristiques des Trente glorieuses (1945-1975) que des Trente calamiteuses (de 1975 à nos jours) en Suisse. C'est le principal intérêt de ce livre de 169 pages, qui permet de mieux saisir les particularités du cas helvétique dans la progression plus générale des forces populistes ultraconservatrices en Europe.

Sommaire

- [Les ingrédients du succès](#)
- [Haute conjoncture et culte du](#)
- [Retour de la dépression \(...\)](#)
- [« Alleingang » et mondialisati](#)
- [Des plus pauvres aux plus](#)

Depuis la première moitié des années 90, l'UDC-SVP (Union démocratique du centre en français et Parti populaire suisse en allemand) a commencé sa fulgurante ascension électorale. En moyenne nationale, cette progression a été particulièrement rapide : 11,9% des voix en 1991, 14,9% en 1995 (+25%), 22,5% en 1999 (+51%), 26,7% en 2003 (+18%) et 29,0% en 2007 (+9%). De toute évidence, la seconde moitié de la décennie a marqué une nette accélération, tandis que le chômage doublait et les primes maladie explosaient (sous la houlette d'une conseillère fédérale socialiste). Pourtant, l'expansion de l'UDC est un phénomène beaucoup plus complexe que ces données agrégées ne pourraient le laisser supposer.

Les ingrédients du succès

Elle découle d'au moins trois processus combinés. D'abord parti des campagnes, le parti de Blocher a su gagner la métropole zurichoise en s'adressant à la fois aux xénophobes de l'Action Nationale et aux ultralibéraux du Parti des automobilistes, et ceci dès la fin des années 80 [1]. En même temps, bien que née en terre protestante, elle n'a cessé de progresser vers les cantons catholiques, en faisant systématiquement de la surenchère sur les valeurs conservatrices patriarcales du Parti démocrate-chrétien (PDC) [2]. Enfin, elle a conquis un électorat populaire dans tout le pays à partir d'un discours politique fondé sur un « chauvinisme social » parcimonieux qui prétend réserver les « œuvres sociales » aux résident-e-s de souche, laborieux et respectueux de l'ordre établi, et stigmatise l'« étatismisme gaspilleur » qui distribue ses largesses aux étrangers et étrangères (en particulier non européens) et aux « profiteurs » sans scrupule. Ce faisant, l'UDC a su exploiter à son avantage le vieux fonds de commerce xénophobe qui avait marqué si profondément le mouvement ouvrier et syndical helvétique depuis des décennies.

Ce mélange explosif est le secret du développement de l'UDC dans tout le pays (560 député-e-s élus

dans les parlements cantonaux, avec des scores supérieurs à 30% dans 5 cantons : Schaffhouse, Thurgovie, Zurich, Glaris et Argovie). Dans un tel contexte, dès l'automne 2005, l'extension de la libre circulation aux nouveaux pays de l'Union européenne, avec des mesures d'accompagnement au rabais, a donné un nouvel élan à la machine UDC sur un mode franchement raciste. En Suisse romande, elle a su tirer profit de l'euro-optimisme béat des élites (du PS aux Libéraux), relayé par les principaux médias. Aux dernières élections nationales, elle a ainsi gagné 0,7 point à Neuchâtel, 2,1 dans le canton de Vaud, 2,8 à Genève, et même 5,4 en Valais et au Jura. Dans l'ensemble, il faut le dire, une telle ascension est sans précédent dans l'histoire du pays.

Haute conjoncture et culte du « chacun-pour-soi »

Dans les années 1950-1970, la Suisse connaît des taux de croissance sensiblement supérieurs à 4%, tandis que les salaires réels progressent de plus de 3% par an, sans compter la promotion de nombreux travailleurs nationaux qui profitent, au moins dans un premier temps, de l'arrivée de centaines de milliers d'immigrant-e-s moins qualifiés pour occuper de meilleures positions. Après un retrait de six ans du Conseil Fédéral, le Parti socialiste y revient en 1959, mais cette fois-ci avec deux fauteuils : la « formule magique » est née, qui traduit sur le plan politique l'intégration accrue de la social-démocratie au consensus helvétique. Quelques mois auparavant, à Winterthour, le PSS avait adopté le programme le plus modéré de son histoire, présentant « l'économie sociale de marché » comme un horizon indépassable...

A cette époque, les conventions collectives se développent dans l'esprit de la paix du travail. Elles renoncent le plus souvent à exiger des salaires minimaux, préférant miser sur un marché du travail très tendu. Dans ce contexte, le nombre croissant de travailleurs et de travailleuses étrangers - de 175 000 en 1945 à 700 000 en 1965 - est vite perçu comme une menace : rejetés comme des concurrents à bon marché, voire comme des agitateurs communistes, ils ne sont pas admis sans restrictions dans les organisations syndicales... En 1970, 55% des membres de l'Union Syndicale Suisse votent ainsi en faveur de l'initiative Schwarzenbach - pourtant rejetée par 54% du corps électoral - qui exige l'expulsion de 260 000 étrangers et étrangères.

Durant cette période, la hausse du pouvoir d'achat est particulièrement spectaculaire : en 1950, le ménage moyen consacre 32,2% de ses revenus à son alimentation, contre 22,7% en 1970. Cependant, les gains collectifs sont beaucoup plus modestes, dans un contexte où les grèves disparaissent pratiquement. Les assurances sociales sont aussi à la traîne de celles des autres Etats européens. En 1960, leur financement est assuré directement, à raison de 33%, par les assuré-e-s eux-mêmes, contre 26% en Allemagne et 16% en France ; à l'inverse, les patrons en financent 24%, contre 43% en Allemagne et 63% en France. L'AVS, dont le principe avait été accepté par le peuple en 1925, a vu enfin le jour en 1948 (l'AI en 1960) et connaît sept révisions à la hausse jusqu'en 1975. Cependant, cette assurance solidaire joue déjà les seconds rôles, devant la poussée des caisses de pensions fondées sur la capitalisation (2^e pilier), dont le caractère complémentaire est soutenu par le PSS, et aux progrès de l'épargne individuelle (3^e pilier).

Retour de la dépression économique

En 1974-76, le retour brutal de la dépression économique va miner les certitudes des décennies précédentes. Il faut dire que le choc est sévère : baisse de 8% du PIB, suppression de 330 000 emplois et expulsion de 250 000 immigré-e-s. Au début des années 70, la Suisse contrôle 40% du marché mondial de l'horlogerie, contre seulement 17% en 1981. Dans un premier temps, quelques fissures se font jour à la surface de la paix sociale : manifestations syndicales pour l'emploi, grèves

localisées, appels minoritaires à une politique plus combative (Manifeste 77 dans la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie, FTMH). Mais ces inflexions ne constituent en aucune mesure l'amorce d'une stratégie de rechange, alors que cette première onde de choc est rapidement suivie d'une seconde, en 1981-83, qui va sonner le glas du plein emploi.

Pendant ce temps, dès 1974, les milieux bourgeois ont clairement changé leur fusil d'épaule avec le plafonnement du personnel fédéral, les paquets d'économies successifs et la campagne du Parti radical au nom de « moins d'Etat, plus de liberté » (1979). De 1975 à 1982, la Confédération a réduit ainsi de 5 milliards ses dépenses dans le domaine social. Dès 1980, un Conseiller national radical argovien, Bruno Hunziker, lance la bataille des privatisations : quelques années plus tard, les CFF et les PTT ont été transformées en S.A. Tétanisé, le PSS ne sait plus à quel saint se vouer : électoralement, il dévisse (de 24,4% en 1979 à 18,5% en 1991). Bien décidé à rester au Conseil fédéral, il entame dès lors son recentrage vers le social-libéralisme et les « nouvelles couches moyennes ».

« Alleingang » et mondialisation heureuse

Dans le courant des années 80, l'UDC saisit bien la portée du désarroi populaire qui résulte de la crise sociale et des inquiétudes liées à la mondialisation. Elle comprend très vite quel parti tirer d'une défense intransigeante de l'identité nationale. En 1986, elle obtient le refus de l'adhésion de la Suisse à l'ONU. En 1989, avec l'affaire des fiches et les résultats spectaculaires de la première initiative du Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA), le « modèle helvétique » semble voler en éclats. Pourtant, tandis que les grands patrons annoncent un durcissement des politiques néolibérales (Programme du Vorort « Pour une Suisse compétitive et moderne » et *Premier livre blanc*, de Fritz Leutwiler [3] en 1991), le Parti de Blocher obtient le rejet de l'Espace Economique Européen (EEE en 1992), contre l'avis du Conseil fédéral et des autres partis, annonçant la voie des bilatérales, à laquelle la majorité des milieux économiques dominants n'osait encore rêver.

Entre-temps, c'est sur fond d'une troisième récession (1992-97), qu'éclate le scandale des fonds juifs en déshérence. L'UDC réagit à nouveau sur le mode de la forteresse assiégée, défendant sans démordre l'attitude de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale. En 1995 paraît le *Second livre blanc*, de David de Pury [4], qui plaide pour une politique économique et sociale subordonnée à la compétitivité maximale des entreprises. En 1997, le plafond des 200 000 chômeurs a été crevé... tandis que les notions de précarité (emplois temporaires, travail sur appel, temps partiels, contrats de durée déterminée, etc.), mais aussi de working poor (paupérisme), sont sur toutes les lèvres. Avec la réduction des prestations sociales, la chasse aux « abus » gagne en crédibilité. L'UDC en fera désormais son cheval de bataille.

Des plus pauvres aux plus riches

Depuis le début des années 80, les syndicats ont perdu 20% de leurs membres. Aujourd'hui, 37% des salarié-e-s sont couverts par des conventions collectives de travail, au contenu souvent minimal, contre 50% en 1990. Selon Pietro Boschetti, c'est dans ce contexte que le PSS tente de regagner le terrain électoral perdu dans les classes populaires en ciblant les « nouvelles couches moyennes ». Ce virage est marqué par des choix politiques lourds de sens : en 1991, le PSS donne sa bénédiction à la TVA, qui pénalise au premier chef les revenus les plus modestes ; en 1995, il renonce au référendum contre l'élévation de l'âge de la retraite des femmes de 62 à 64 ans.

Pour un temps, cette tactique semble payer, puisque le PSS rebondit d'un petit 18,5% en 1991, à

23,3% en 2003... Mais ce succès est de courte durée : en 2007, le parti est à nouveau retombé à 19,5%, en partie au profit des Verts, très « compétitifs » dans les classes moyennes. En même temps, l'UDC a gagné un grand nombre de suffrages dans les milieux populaires : en 2003, elle totalisait ainsi 35% des voix des ouvriers non qualifiés et 31% de celles des ouvriers qualifiés (contre respectivement 23% et 25% pour le PSS). Mieux, elle obtenait 37% des suffrages des personnes aux revenus inférieurs à 3 000 francs, soit trois fois plus que le PSS. Et c'est seulement à partir d'un revenu de 7000 francs par mois que les électeurs et électrices étaient plus nombreux à voter socialiste...

En même temps, l'UDC s'imposait de plus en plus comme parti incontournable des cercles dominants de la bourgeoisie, aux côtés de leurs partenaires traditionnels (radicaux, démocrates-chrétiens et libéraux dans quelques cantons). C'est aujourd'hui la seule force politique capable de légitimer auprès de larges couches de la population un programme de démontage social, fondé sur un transfert massif de richesses en faveur des plus riches. Déjà en 2003, à l'occasion de l'élection de Christoph Blocher au Conseil fédéral, une brochette de grands patrons avaient volé publiquement à son secours. Sur ce point, le « tout sauf Blocher » d'une partie de la gauche est totalement à côté de la plaque. En effet, de quoi Blocher est-il le nom, si ce n'est du désarroi absolu du monde du travail, précisément en panne de gauche, et des puissants intérêts du capital de la banque et de l'industrie, à l'assaut du marché mondial ?

Jean Batou

1 Hans Hartmann, « L'UDC zurichoise à la conquête de la Suisse. Glissement de terrain dans la banlieue », *solidaritéS*, ancienne série n° 99, 8 nov. 1999. En ligne sur www.solidarites.ch.

2 Jo Lang, « L'UDC récolte aujourd'hui ce que le PDC a semé jadis », *solidaritéS*, ancienne série n° 99, 8 nov. 1999. En ligne sur www.solidarites.ch.

3 Ancien directeur, puis président de la Banque Nationale ; membre ensuite des conseils d'administration de Brown Boveri & C^{ie} (aujourd'hui ABB), Ciba-Geigy (aujourd'hui Novartis) et de Nestlé.

4 Economiste, avocat et diplomate, David De Pury participa aux négociations pour l'adhésion de la Suisse à l'EEE en 1992 et à l'OMC en 1994. Il fut également coprésident du groupe ABB (Asea Brown Boveri) et fondateur du journal quotidien *Le Temps*. Membre de plusieurs conseils d'administration dont celui de Nestlé.

P.-S.

Paru dans le périodique suisse « *solidaritéS* » n°118 (28/11/2007), p. 11-12.

Notes

[1] Hans Hartmann, « L'UDC zurichoise à la conquête de la Suisse. Glissement de terrain dans la banlieue », *solidaritéS*, ancienne série n° 99, 8 nov. 1999. En ligne sur www.solidarites.ch.

[2] Jo Lang, « L'UDC récolte aujourd'hui ce que le PDC a semé jadis », *solidaritéS*, ancienne série n° 99, 8 nov. 1999. En ligne sur www.solidarites.ch

[3] Ancien directeur, puis président de la Banque Nationale ; membre ensuite des conseils d'administration de Brown Boveri & C^{ie} (aujourd'hui ABB), Ciba-Geigy (aujourd'hui Novartis) et de Nestlé.

[4] Economiste, avocat et diplomate, David De Pury participa aux négociations pour l'adhésion de la Suisse à l'EEE en 1992 et à l'OMC en 1994. Il fut également coprésident du groupe ABB (Asea Brown Boveri) et fondateur du journal quotidien *Le Temps*. Membre de plusieurs conseils d'administration dont celui de Nestlé.